



AAR GUEDJ GUI AK NAPAGI
SAVE THE COAST AND FISHERIES
SAUVER LA MER ET LA PECHÉ



LIVRE BLANC

MENACE SOUS-MARINE : LES FORAGES EN MER AU SÉNÉGAL PRÉSENTENT DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX, ÉCONOMIQUES ET SANITAIRES.





RÉSUMÉ

Les projets de forage en mer au Sénégal présentent des risques importants pour la santé des communautés, leurs moyens de subsistance traditionnels et les écosystèmes marins. Ces impacts menacent la sécurité alimentaire et le bien-être des populations, exacerbant les vulnérabilités d'une région déjà affectée par la montée du niveau de la mer, l'érosion côtière et d'autres facteurs de stress liés aux changements climatiques.

Tandis que les multinationales extraient des ressources offshore et génèrent de la pollution pour le profit, les communautés sénégalaises supportent de manière disproportionnée les coûts environnementaux et sociaux qui en résultent. La couverture d'assurance joue un rôle crucial dans le développement de l'exploitation pétrolière et gazière offshore.

Cependant, l'absence d'informations publiques sur les assurances pour les projets offshore du Sénégal justifie un examen plus approfondi des atteintes à l'environnement, à l'économie et aux droits humains associées à ces développements, ainsi que des risques accrus auxquels les communautés sont confrontées en l'absence de responsabilité et de transparence des assureurs.

Ce livre blanc présente les dernières recherches sur l'expansion de l'exploitation pétrolière et gazière offshore au Sénégal, identifiant les principaux bénéficiaires, les entreprises, et les assureurs qui les financent au détriment des communautés locales. Il examine comment ces projets portent atteinte aux droits humains, remettent en cause les engagements climatiques du Sénégal et font peser d'importants risques économiques, sanitaires et environnementaux sur les communautés sénégalaises.

Ce livre blanc a été rédigé par la Waterkeeper Alliance et publié en partenariat avec Hann Baykeeper, Bargny Coast Waterkeeper et Senegal River Waterkeeper, dans le cadre de la campagne « Save the Coast and Fisheries ». Les auteurs remercient chaleureusement Tiger Moth LLC pour le soutien à la recherche apporté lors de la préparation de ce rapport.

© 2026 Waterkeeper Alliance. Tous droits réservés.

waterkeeper.org

Introduction

Le Sénégal poursuit activement le développement de ses infrastructures pétrolières et gazières, notamment le gigantesque projet de la Grande Tortue Ahmeyim, le champ en eaux profondes de Sangomar, le projet gazier offshore de Yakaar-Teranga, les centrales à gaz de Sendou et du Cap des Biches, ainsi que les plateformes gazières industrielles de Diamniadio et de Saint-Louis. Bien que présentés comme essentiels à la croissance nationale, ces projets engendrent des risques économiques, environnementaux et sanitaires importants, en particulier pour les communautés côtières et de pêcheurs déjà fragilisées par le changement climatique.

Le forage en mer et le traitement à terre menacent les écosystèmes marins et côtiers, les ressources halieutiques et les zones humides. Les opérations en eaux profondes présentent des risques élevés de déversements, de destruction des habitats et de dommages pour les populations locales. Les communautés proches des usines de Sendou et du Cap des Biches signalent une aggravation de la pollution atmosphérique, des dépôts de suie et des problèmes respiratoires, tandis qu'un suivi insuffisant prive les habitants de toute transparence quant aux émissions ou à la contamination de l'eau.

Sur le plan économique, la forte dépendance aux mégaprojets d'énergies fossiles engendre une exposition financière publique considérable et détourne les investissements des systèmes d'eau, de la protection côtière et des énergies renouvelables. Les infrastructures dépendantes d'opérateurs étrangers risquent d'enfermer le Sénégal dans des décennies d'endettement et de dépendance aux marchés mondiaux volatils du pétrole et du gaz. Parallèlement, les promesses de création d'emplois et d'accès à une énergie abordable restent limitées, la plupart des bénéfices profitant aux entreprises étrangères plutôt qu'aux communautés locales.

L'empreinte polluante cumulative constitue une préoccupation majeure : rejets côtiers issus des opérations en mer, eaux usées des usines de traitement, pollution thermique et expansion des zones industrielles à proximité de cours d'eau déjà fragilisés. Ces menaces mettent davantage en péril les sources d'eau potable et les ressources halieutiques dont dépendent des millions de personnes pour leurs revenus et leur sécurité alimentaire.

Les moyens de subsistance traditionnels disparaissent, le chômage augmente, les abondantes ressources naturelles sont surexploitées et les responsables politiques concluent des accords douteux avec des acteurs internationaux. La pêche, pilier de l'économie et du mode de vie sénégalais, déjà fragilisée par la surexploitation, est menacée d'extinction par les projets pétroliers et gaziers actuellement en

développement. Le Sénégal est en danger, comme de nombreux pays en développement victimes de promesses illusoires de la part de multinationales, mais le peuple sénégalais a la possibilité de limiter la dépendance du pays aux énergies fossiles.

Un autre enjeu crucial dans le développement des projets de forage pétrolier et gazier est la transparence gouvernementale. Pour l'ensemble des projets de développement pétrolier et gazier, le Sénégal manque de systèmes de surveillance environnementale et sanitaire transparents, de véritables consultations communautaires et de garanties solides pour la protection de l'eau et de la santé publique. Une stratégie énergétique nationale axée sur l'expansion pétrolière et gazière risque, à terme, d'affaiblir la résilience économique, la sécurité environnementale et le bien-être des communautés, au lieu de les renforcer.

Le manque d'informations sur la couverture d'assurance est au cœur des problèmes de transparence des projets de forage en mer au Sénégal. Si la loi sénégalaise impose la participation d'assureurs locaux aux projets pétroliers et gaziers, la couverture offerte par le groupement d'assureurs sénégalais est loin de couvrir les dommages potentiels liés à une marée noire ou à une catastrophe. Bien qu'il soit fort probable que des compagnies d'assurance internationales interviennent comme assureurs et réassureurs de ces projets, leurs certificats d'assurance n'ont pas encore été rendus publics. De ce fait, on ignore si ces projets bénéficient d'une couverture d'assurance adéquate et quelles compagnies les fournissent. En l'absence d'une telle couverture, les coûts liés aux catastrophes seraient supportés par les communautés locales. Les opérations à haut risque comme le forage en mer exigent une plus grande transparence afin de protéger les communautés, la souveraineté, la santé et les droits humains.

Les projets actuellement achevés ou en construction ont vu le jour grâce à des avantages exagérés et à une évaluation insuffisante des risques. L'analyse des avantages et des risques potentiels de ces projets et d'un avenir dépendant des énergies fossiles révèle clairement que le pétrole et le gaz ne servent pas les intérêts du peuple sénégalais. Le Sénégal peut choisir de renoncer aux projets liés aux énergies fossiles au profit d'infrastructures d'énergies renouvelables plus propres et moins coûteuses.

Projet de la Grande Tortue Ahmeyim

Le projet de la Grande Tortue Ahmeyim (GTA) est un vaste projet d'exploitation de gaz naturel en mer, situé à la frontière maritime entre le Sénégal et la Mauritanie. Ce projet est contrôlé par un consortium dominé par de grandes compagnies pétrolières étrangères, BP, multinationale britannique du secteur pétrolier et gazier,

détenant une participation majoritaire de 56 % et assurant l'exploitation du projet. Kosmos Energy, compagnie pétrolière américaine, est le deuxième partenaire avec 27 %. Le Sénégal et la Mauritanie participent par l'intermédiaire de leurs compagnies pétrolières nationales, mais avec des participations relativement faibles : Petrosen, la compagnie pétrolière nationale sénégalaise, détient 10 % pour le compte du Sénégal, tandis que la Société Mauritanienne des Hydrocarbures et de Patrimoine Minier, la compagnie pétrolière nationale mauritanienne, représente la Mauritanie avec une participation de 7 %. On ignore quelles compagnies ont assuré le projet GTA et dans quelle mesure.

Pour acheminer le gaz sur le marché, le projet utilise un système complexe à deux navires. Le gaz est extrait de puits en eaux profondes et traité une première fois sur une unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO), qui élimine l'eau et les impuretés. De là, le gaz est acheminé par gazoduc jusqu'à l'unité flottante de liquéfaction de gaz naturel (FLNG), un immense navire nommé Gimi, ancré à environ 10 kilomètres au large. L'unité FLNG refroidit le gaz traité pour le liquéfier (GNL), le stocke et le charge sur des méthaniers en vue de son exportation vers les marchés internationaux. Ses quatre trains de liquéfaction peuvent produire environ 2,3 millions de tonnes de GNL par an, et l'installation est exploitée dans le cadre d'un bail à long terme.

Projet Sangomar

Le champ de Sangomar, situé à environ 100 kilomètres au sud de Dakar, est le premier projet pétrolier en eaux profondes du pays. Sangomar est exploité par Woodside Energy, une compagnie pétrolière australienne, en partenariat avec Petrosen. Petrosen détient une participation de 18 % tandis que Woodside en détient 82 %. Un consortium de compagnies d'assurance sénégalaises a assuré Sangomar pour un montant de 13 millions de dollars.¹ On ignore si d'autres assureurs internationaux participent au projet. La phase I du développement comprend la mise en place d'une unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO), de puits sous-marins et des infrastructures nécessaires à l'extraction du pétrole et du gaz. Le développement de Sangomar inclut également des pipelines sous-marins, des colonnes montantes et des installations terrestres pour le stockage, le traitement et la logistique d'exportation. Sangomar a produit son premier pétrole en juin 2024 et la production devrait augmenter régulièrement avec l'ajout de nouveaux puits et d'infrastructures. La phase II et les extensions potentielles sont à l'étude et pourraient inclure des puits supplémentaires et une augmentation de la capacité de la FPSO.

¹<https://www.africabusinessplus.com/en/802340/sangomar-le-pool-dassureurs-senegalais-decroche-un-premier-marche-aupres-de-woodside-energy-13-millions/>

Projet Yakaar-Teranga

Yakaar-Teranga est un autre projet de développement gazier offshore mené par Kosmos Energy en partenariat avec Petrosen. Bien que Petrosen ait initialement prévu une décision finale d'investissement (DFI) en 2025, aucune DFI n'a été rendue publique et le projet a changé de mains à plusieurs reprises. En 2023, BP s'est retiré du projet, cédant à Kosmos, la compagnie énergétique américaine, une participation de 90 %. Cependant, en décembre 2025, le Sénégal a annoncé son intention de nationaliser le projet et de l'exploiter entièrement sous l'égide de Petrosen.² La licence de Kosmos pour le gisement gazier de Yakaar-Teranga expire en juillet 2026. Yakaar-Teranga est l'une des plus importantes découvertes de gaz de ces dernières années, avec des réserves estimées à environ 25 billions de pieds cubes de gaz en place.³ Les informations concernant la couverture d'assurance de Yakaar-Teranga sont inconnues.

Réseau Gazier du Sénégal

Le Sénégal développe un réseau national de gazoducs destiné à transporter la production des gisements offshore vers les centrales électriques, les zones industrielles et les grandes agglomérations. Ce système, connu sous le nom de Réseau Gazier du Sénégal, est prévu comme un pipeline à phases multiples s'étendant sur plusieurs centaines de kilomètres à travers le pays et devrait transporter jusqu'à plusieurs milliards de mètres cubes de gaz par an une fois achevé. Le gouvernement présente ce projet comme la pierre angulaire de sa stratégie « Gaz-to-Power », visant à convertir les centrales électriques existantes au fioul et au charbon au gaz et à approvisionner les pôles industriels en expansion.

Cependant, le projet comporte d'importantes implications financières, environnementales et de gouvernance. Avec un coût estimé à environ 1 milliard de dollars, le gazoduc représente un investissement substantiel dont la viabilité dépend de la rentabilité à long terme des gisements offshore – créant un risque d'endettement si les revenus gaziers sont insuffisants. La construction et l'exploitation d'un tel réseau de gazoducs présentent également des risques pour les ressources en eau et en terres, car des fuites ou des ruptures peuvent contaminer les sols, les eaux souterraines et les eaux de surface, en particulier là où le gazoduc

²<https://www.zawya.com/en/business/energy/senegal-plans-to-nationalise-kosmos-run-yakaar-teranga-gas-project-wr17390m>

³<https://oilprice.com/Latest-Energy-News/World-News/Senegal-Moves-to-Seize-Kosmos-Offshore-Gas-Project.html>

traverse des zones sensibles. Les communautés riveraines du tracé proposé sont confrontées à des préoccupations supplémentaires liées aux perturbations des sols, à la sécurité et à leur participation aux bénéfices des infrastructures qu'elles sont censées accueillir.

La transparence demeure un enjeu crucial. À l'instar des développements en mer, de nombreuses communautés signalent un accès limité aux informations relatives aux projets, des processus de consultation opaques et une divulgation incomplète des risques environnementaux et sociaux. Le manque de clarté concernant les protocoles d'intervention d'urgence, la couverture d'assurance et la responsabilité à long terme soulève des questions quant à l'adéquation des protections en place en cas d'accident.

Dans le contexte plus large de la transition énergétique du Sénégal, le réseau de gazoducs illustre les compromis inhérents aux infrastructures d'énergies fossiles à grande échelle. Si les décideurs politiques considèrent le gaz comme une énergie de transition pour la sécurité énergétique nationale, l'ampleur des investissements risque d'enfermer le pays dans une dépendance durable aux énergies fossiles, à un moment où les marchés mondiaux évoluent et où les impacts climatiques s'intensifient. Pour les communautés, en particulier celles dont les ressources en eau sont déjà sous pression, ces choix auront des conséquences durables sur la santé environnementale, l'équité et le développement durable.

Préoccupations environnementales

Risques pour la biodiversité

Le forage en mer accroît le risque de déversements d'hydrocarbures, de rejets chimiques et d'autres polluants dans les eaux marines et côtières. Même des fuites de faible ampleur peuvent dévaster les récifs coralliens, les mangroves et les herbiers marins – des écosystèmes essentiels à la filtration de l'eau, à la protection du littoral et à la biodiversité.

Les projets de forage en mer menacent des sanctuaires et des zones de forte biodiversité. Le parc national de Djoudj, situé à moins de 35 kilomètres du terminal du projet gazier GTA, est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO et constitue la troisième plus grande réserve ornithologique au monde. Figurant parmi les derniers espaces verts du Sahel, ce parc est crucial pour limiter la désertification et atténuer les effets du changement climatique.⁴

⁴ <https://www.unesco.org/en/mab/delta-du-fleuve-senegal>

Le parc national de Diawling, classé zone humide Ramsar et protégé par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), se trouve à moins de cinq kilomètres de GTA. Diawling abrite d'importantes forêts de mangroves et d'acacias, qui seraient dévastées par un déversement d'hydrocarbures ou de gaz.

Le projet GTA risque également d'endommager le plus grand récif corallien d'eau froide au monde, qui s'étend sur 580 kilomètres le long des côtes mauritaniennes jusqu'au Sénégal. Ce récif stocke d'immenses quantités de carbone et constitue l'une des zones les plus riches en biodiversité au monde.

Dans le cadre de sa « deuxième stratégie verte », BP a annoncé des « zones interdites », notamment les sites inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO et les zones couvertes par le système de classification des aires protégées de l'UICN. BP s'est également engagée à obtenir des impacts nets positifs sur la biodiversité pour les nouveaux projets à partir de 2022. La proximité du projet GTA avec les parcs nationaux et les réserves fauniques du Sénégal compromet les engagements pris par BP, car le projet empiète sur de nombreux écosystèmes sensibles d'une importance capitale.

Sangomar et GTA menacent de nombreux points chauds de la biodiversité au Sénégal, notamment l'aire marine protégée de Saint-Louis, le parc national de la Barbarie et le parc national du delta du Saloum. Ces zones abritent des centaines d'espèces menacées, des tortues marines aux oiseaux migrateurs en passant par les poissons. Par le biais de déversements, de la contamination des cours d'eau, de la destruction des récifs et autres habitats, de la pollution sonore et autres, les activités de forage constituent un danger immédiat pour la survie des riches écosystèmes et de la biodiversité du Sénégal.

Impacts climatiques

Les contributions déterminées au niveau national (CDN) du Sénégal, qui concernent ses engagements en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES) dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), prévoient une réduction de 5 % et 7 % de ces émissions d'ici 2025 et 2030 respectivement.⁵ Les projets de forage en mer qui ouvrent le marché sénégalais de la production pétrolière et gazière contreviennent directement à ces engagements et devraient générer des millions de tonnes d'émissions de dioxyde de carbone d'ici 2028. Le forage au Sénégal augmentera les émissions mondiales à un moment où il

⁵ <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/CDNSenegal20approuvée-pdf-.pdf>

est impératif pour les pays de sortir progressivement des énergies fossiles afin d'atténuer les pires effets du changement climatique. Le Sénégal, classé 32e pays le plus vulnérable au changement climatique, sera particulièrement touché. L'élévation du niveau de la mer due au changement climatique a déjà détruit des habitations sur la côte de Bargny et contraint des communautés à fuir, tandis que la hausse des températures de la mer perturbe les migrations de poissons.

Risques économiques

Dettes et financement

Sur le plan économique, ces projets nécessitent d'importants capitaux étrangers, et les accords de partage de production limitent les recettes de l'État tout en exposant le Sénégal à la volatilité des cours mondiaux du pétrole et du gaz. La propriété des projets pétroliers et gaziers offshore demeure inégale : le gouvernement et le peuple sénégalais supportent les risques sans en récolter les fruits. Si Petrosen ne détient que 10 % de GTA et 18 % de Sangomar, la majorité des bénéfices reviendra à Woodside, BP, Kosmos et d'autres investisseurs étrangers.

La structure de propriété de ces projets souligne leur dépendance aux capitaux étrangers et met en évidence la faible participation – et donc le contrôle limité – du Sénégal, qui fournit pourtant la ressource.

Petrosen a emprunté 275 milliards de francs CFA, soit environ 450 millions de dollars, auprès de Woodside pour financer sa participation au développement du champ de Sangomar. Ce prêt a une durée initiale de remboursement de cinq ans, renouvelable deux fois, à un taux d'intérêt de 6,5 %. Le poids de la dette « représente une part importante des revenus futurs de Petrosen » et « soulève la question de la capacité de l'entreprise à rembourser sa dette sans compromettre ses revenus ». ⁶ Petrosen a également contracté des emprunts auprès de BP et de Kosmos Energy pour participer au projet GTA, à hauteur de 290 millions de dollars, à un taux d'intérêt similaire de 6,5 %, ce qui représente des millions de dollars de revenus annuels pour Kosmos. ⁷

⁶https://senego.com/petrosen-avait-emprunte-275-milliards-f-cfa-a-woodside-largent-du-petrole-servira-t-il-dabord-a-rembourser-la-dette_1710393.html

⁷<https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1509991/000150999124000029/kos-20231231.htm>

Parallèlement, les prévisions de revenus du Sénégal issues de l'exploitation pétrolière et gazière ont été revues à la baisse pour la période 2026-2028 suite aux récentes perturbations du marché mondial du pétrole et du gaz, notamment la chute des prix du pétrole brut. Un rapport de 2025 estime les recettes à seulement 227,22 milliards de francs CFA au cours des trois prochaines années, avec 61,59 milliards de francs CFA en 2026 (auparavant estimés à 87,87 milliards de francs CFA), 91,93 milliards de francs CFA en 2027 (auparavant estimés à 155,20 milliards de francs CFA) et 73,70 milliards de francs CFA en 2028.⁸

Open Oil, principal fournisseur d'analyses financières sur les ressources naturelles aux gouvernements du monde entier, a souligné que Petrosen pourrait ne jamais dégager suffisamment de revenus de ces projets pour rembourser ses emprunts.⁹ Une étude de cas sur les projets pétroliers et gaziers du Sénégal, publiée en 2020, indiquait que la valeur actuelle nette totale des projets pétroliers et gaziers sénégalais actuels pourrait atteindre 1 milliard de dollars, soit même pas de quoi assurer le service de la dette sénégalaise pour une seule année. Et ce, avant que Petrosen n'emprunte davantage pour accroître sa participation dans les projets de Sangomar et de GTA. Ces projets représenteront au mieux 2 % du budget annuel du Sénégal dans les années 2030, et au pire, risquent de devenir des investissements déficitaires.¹⁰

Le Sénégal est déjà confronté à une crise de la dette. Un audit réalisé en 2024 a révélé une dette et un déficit budgétaire plus élevés que précédemment annoncés, ce qui a conduit le FMI à geler un programme d'aide de 1,8 milliard de dollars.¹¹ L'inflation a engendré une crise du coût de la vie, avec une flambée des loyers et des prix alimentaires. Le prix du poisson frais a augmenté de 15,3 % au seul troisième trimestre 2024, tandis que celui des légumes-feuilles a progressé de 25,4 %.¹²

Menaces pesant sur le secteur de la pêche

⁸https://seneweb.com/news/Chronique/petrole-et-gaz-la-desillusion-du-senegal_n_474694.html

⁹<https://koinon.consulting/wp/portfolio/senegals-stranded-assets-the-impact-of-covid-19-and-energy-transition-on-the-offshore-petroleum-sector/>

¹⁰<https://koinon.consulting/wp/portfolio/senegals-stranded-assets-the-impact-of-covid-19-and-energy-transition-on-the-offshore-petroleum-sector/>

¹¹<https://www.ecofinagency.com/finance/2910-46080-senegal-s-1-8bn-imf-program-frozen-finance-minister-confirms#:~:text=Diba20explained20that20the20aid20freeze20follows,government20in20September2020uncovered20worsening20public20finances>

¹²[https://www.pressafrik.com/Senegal-Les-prix-a-la-consommation-augmentent-de-1-au-troisieme-trimestre-2024-selon-l-ANSD_a281159.html#:~:text=Les20prix20de20C2AB20produits20alimentaires,frais20\(2B152C32025\)](https://www.pressafrik.com/Senegal-Les-prix-a-la-consommation-augmentent-de-1-au-troisieme-trimestre-2024-selon-l-ANSD_a281159.html#:~:text=Les20prix20de20C2AB20produits20alimentaires,frais20(2B152C32025))

La pêche est une activité économique vitale pour le Sénégal, contribuant à hauteur d'environ 3,2 % au produit intérieur brut (PIB).¹³ Même à son niveau de production maximal, l'exploitation pétrolière et gazière générerait des revenus moindres, estimés à 3 % du PIB national. Le volume annuel de captures s'élève à 450 000 tonnes, faisant du Sénégal le deuxième producteur de poisson d'Afrique de l'Ouest (après le Nigéria, avec 530 000 tonnes). Le poisson représente 10,2 % des exportations du pays. Selon des estimations prudentes, plus de 600 000 personnes travaillent dans le secteur de la pêche. La pêche artisanale représente 80 % des captures au Sénégal, la plupart des sites de pêche étant situés à Dakar, Saint-Louis, Kaya, Joal-Fadiouth, Mbour, Rufisque et Bargny. En 2018, la pêche artisanale à elle seule fournissait 95 % du marché national et représentait 1,6 % du PIB.¹⁴

La pêche contribue à hauteur de 70 % à l'apport en protéines animales dans l'alimentation des Sénégalais. Cependant, la consommation de poisson est en baisse. Les Sénégalais consommaient en moyenne 41 kg de poisson par an en 2003, contre seulement 29 kg en 2021. Ce déclin est principalement dû au changement climatique, mais aussi à la pêche illégale, à la surexploitation des ressources halieutiques et à la forte concurrence des marchés extérieurs qui privilégient les exportations. Même les pêcheurs artisanaux délaissent désormais la pêche pélagique destinée au marché intérieur au profit de la pêche démersale (poulpes, calmars et seiches), plus prisée à l'exportation.

De ce fait, les importations de poisson du Sénégal augmentent chaque année. Elles s'élevaient à 3 300 tonnes en 2018 et ont atteint 8 872 tonnes en 2020, soit une hausse de 280 %. Toutefois, ce volume d'importations relativement faible ne suffit pas à couvrir la demande locale, qui accuse un déficit de 150 000 tonnes par an. Au Sénégal, les prix moyens du poisson entre 2000 et 2016 étaient six à quatorze fois supérieurs aux prix moyens enregistrés entre 1980 et 2000.¹⁵ Cette hausse des prix contribue à la crise du coût de la vie dans le pays.

Les projets pétroliers et gaziers ne font qu'exacerber la crise de la pêche. Les infrastructures liées aux énergies fossiles coupent l'accès à des zones de pêche vitales, dont les pêcheurs dépendent depuis des siècles. La zone d'exclusion pour

¹³https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/Report/DownloadReportByFileName?fileName=Fisheries20and20Aquaculture20in20Senegal_Dakar_Senegal_SG2022-0015.pdf

¹⁴https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/Report/DownloadReportByFileName?fileName=Fisheries20and20Aquaculture20in20Senegal_Dakar_Senegal_SG2022-0015.pdf

¹⁵https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/Report/DownloadReportByFileName?fileName=Fisheries20and20Aquaculture20in20Senegal_Dakar_Senegal_SG2022-0015.pdf

raisons de sécurité entourant les infrastructures du projet GTA empêche les pêcheurs d'y accéder, ce qui entraîne une réduction significative des zones de pêche. Le président de l'association des pêcheurs à la ligne artisanaux de Saint-Louis affirme que les pêcheurs « n'ont reçu aucune compensation ».¹⁶ Le projet GTA a déjà engendré chômage et pauvreté accrue dans la région de Saint-Louis. Au lieu des gains économiques promis, il ne fait qu'aggraver le chômage et la pauvreté. De nombreux pêcheurs ont abandonné leur métier et entrepris la périlleuse migration vers l'Europe, tandis que d'autres pêchent illégalement en Mauritanie, risquant l'arrestation ou la mort aux mains des garde-côtes mauritaniens.¹⁷ Certaines femmes se sont tournées vers le travail du sexe pour subvenir aux besoins de leur famille, ayant perdu leurs moyens de subsistance en tant qu'ouvrières de transformation du poisson.¹⁸

La pêche est également menacée dans le sud du pays, près du delta du Saloum. La pêche et la conchyliculture ont permis la survie des habitants du delta pendant des générations, ce qui a valu à la région d'être inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO grâce à la présence de 218 amas coquilliers et sites funéraires.¹⁹ Aujourd'hui, les infrastructures de forage de Sangomar bloquent l'accès aux zones de pêche, réduisant les populations de poissons et menaçant d'aggraver la situation en cas de marées noires.

La pêche côtière fait vivre des milliers de familles sénégalaises. La contamination par les hydrocarbures et la destruction des habitats peuvent anéantir les stocks de poissons, compromettant directement la sécurité alimentaire et les économies locales. Le tourisme et la pêche artisanale, sources de revenus essentielles, sont également menacés par la dégradation de l'environnement. Les projets de forage en mer mettent en péril l'industrie de la pêche, les moyens de subsistance et le bien-être des communautés côtières, ainsi que l'économie nationale, en échange d'un pari risqué sur les énergies fossiles qui, même à pleine production, générerait un PIB inférieur et n'emploierait qu'une fraction du nombre de Sénégalais.

Litige fiscal de Woodside

¹⁶ <https://unearthed.greenpeace.org/2021/06/21/bp-gas-west-africa-senegal-mauritania-coral-reef/>

¹⁷ <https://fr.africanews.com/2018/01/29/mort-d-un-pecheur-senegalais-la-mauritanie-appelee-a-s-expliquer/#:~:text=Il20y20a20un20an,avait20mC3AAme20condamnC3A920l'incident>

¹⁸ <https://www.euronews.com/green/2023/04/14/communités-can-fall-apart-senegal-gas-project-drives-locals-to-desperation>

¹⁹ <https://whc.unesco.org/fr/list/1359/>

En août 2024, Woodside Energy a intenté une action en justice à Dakar contre le Sénégal après que le gouvernement a estimé que la société devait 41 milliards de francs CFA (68,68 millions de dollars) d'impôts pour ses activités à Sangomar. Woodside conteste toujours ce redressement fiscal devant la Haute Cour de Dakar et, en mai 2025, a engagé une procédure d'arbitrage auprès du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) de la Banque mondiale.²⁰ Le Sénégal, sous son nouveau gouvernement, s'est engagé à réévaluer ses contrats énergétiques et à s'assurer qu'ils servent au mieux les intérêts nationaux. L'action en justice de Woodside constitue une attitude agressive envers le pays et démontre que, contrairement à ce qu'elle affirme publiquement, ses intérêts ne résident pas dans le développement économique du Sénégal, mais dans la maximisation de ses profits. Ce litige fiscal limite les retombées financières que le Sénégal pourrait tirer de ses ressources pétrolières et mobilise inutilement les ressources du pays pour se défendre.

Impacts sur la santé et les droits humains

Responsabilité des assureurs et risques pour les communautés

L'assurance joue un rôle essentiel dans la réalisation des projets pétroliers et gaziers offshore en couvrant les risques financiers liés aux déversements, aux accidents et aux dommages environnementaux à long terme. Au Sénégal, cependant, l'absence de transparence concernant les accords d'assurance et de réassurance crée un important déficit de responsabilité. Les communautés, les organismes de réglementation et les autorités nationales ne disposent pas des informations nécessaires pour évaluer si la couverture est suffisante pour faire face aux scénarios les plus pessimistes ou si les engagements des assureurs multinationaux en matière de climat et de droits humains sont pris en compte dans leurs décisions de souscription.

Cette opacité transfère de fait le risque sur les communautés côtières et les institutions publiques, les exposant à des dommages environnementaux, des pertes économiques et des crises sanitaires en cas d'accident. Sans transparence, le public ne peut déterminer qui est responsable du nettoyage, de l'indemnisation ou du rétablissement, ce qui mine la confiance, fragilise la gouvernance et met davantage en danger des communautés déjà vulnérables aux impacts climatiques.

²⁰<https://www.reuters.com/business/energy/woodside-energy-files-arbitration-proceedings-against-senegal-2025-06-02/>

Il convient de noter que la législation sénégalaise exige la participation locale à l'assurance pétrolière et gazière, soulignant ainsi l'importance de la transparence et de la responsabilité dans ces accords. Conformément à cette exigence, les assureurs sénégalais ont créé un pool d'assurance pétrole et gaz en 2019.²¹ Cependant, le potentiel de primes d'assurance attendu – estimé entre 30 et 40 milliards de francs CFA pour les grands projets – dépasse largement les capacités de couverture des assureurs locaux. Il est fort probable que des compagnies d'assurance internationales soient impliquées dans ces projets en tant qu'assureurs et réassureurs ; toutefois, ces contrats et certificats d'assurance n'ont pas encore été rendus publics.

Le manque de transparence entourant les compagnies d'assurance multinationales impliquées dans les projets pétroliers et gaziers du Sénégal est particulièrement préoccupant. Par exemple, en cas de déversement, d'explosion ou d'autre catastrophe, il est difficile de déterminer qui est responsable du financement du nettoyage, du paiement des dommages et du soutien au rétablissement des communautés. Enfin, la demande mondiale croissante de transition énergétique, face à l'abandon des énergies fossiles, représente un défi de taille : certains assureurs restreignent leur couverture pour les nouveaux projets pétroliers et gaziers, conformément aux objectifs climatiques. Cette situation crée une incertitude pour les nouveaux producteurs comme le Sénégal, qui continuent de rechercher des assurances pour leurs projets d'expansion, et fait peser un fardeau considérable sur les communautés locales.

Risques sanitaires liés à la pollution et au manque d'information des communautés

La contamination de l'eau par les activités pétrolières et gazières en mer peut introduire des produits chimiques toxiques et des hydrocarbures dans l'eau potable, affectant ainsi la santé humaine. Les communautés dépendantes de la pêche ou des eaux côtières sont de plus en plus exposées à l'eau polluée, avec des conséquences potentielles telles que des troubles gastro-intestinaux, des affections cutanées et une exposition toxique à long terme.

Le forage pétrolier et gazier en mer introduit également des microplastiques dans le milieu marin. Les fluides de forage, les boues synthétiques et les additifs polymères utilisés dans la construction des puits contiennent souvent des polymères plastiques qui peuvent se décomposer en microparticules de plastique et se retrouver dans l'océan. La dégradation des équipements, comme l'érosion des colonnes montantes, des pipelines et des revêtements protecteurs synthétiques, libère également des

²¹https://www.lejecos.com/ASURANCE-PETROLIERE-ET-GAZIERE-AU-SENEGAL-Structuration-du-mar-che-risques-surdimensionnes-enjeux_a25062.html

fragments de microplastiques dans les eaux environnantes. Des études montrent que les polymères dérivés du pétrole et les microplastiques liés au forage s'accumulent dans les sédiments marins et la colonne d'eau à proximité des infrastructures en mer, avec des impacts écologiques documentés sur le plancton, les poissons et les organismes benthiques.²² À mesure que le forage se développe, ces sources chroniques et souvent non réglementées de microplastiques viennent s'ajouter à la pollution plastique déjà croissante qui affecte les écosystèmes marins fragiles. En février 2025, une fuite de gaz a été détectée sur le site de GTA, mais n'a été rendue publique que plus d'une semaine plus tard. Cet incident illustre le manque de transparence qui a caractérisé l'ensemble du processus, des évaluations environnementales à la phase de production.

Bien qu'une étude d'impact environnemental et social (EIES) ait été réalisée pour le projet GTA avant sa construction, cette EIES a minimisé les risques de marées noires, le risque accru lié au forage en eaux profondes, les dangers posés par le changement climatique et la fréquence croissante des tempêtes extrêmes ; les impacts sur la santé humaine, la qualité de l'eau de mer et les populations de poissons ; et n'a pas respecté les normes internationales de prévention des catastrophes ; elle ne comportait aucun plan d'intervention en cas de catastrophe ; ni de plan de gestion des déchets sûr. De fait, les communautés locales ont été exclues du processus de planification et n'ont pas pu accéder aux contrats ni aux autres documents dont la publication est obligatoire en vertu de la loi sénégalaise. Comme l'a révélé la récente fuite de GTA, il est difficile de savoir si les projets de forage disposent de protocoles d'intervention d'urgence et de dépollution adéquats.

Torchage du gaz

Le torchage du gaz, c'est-à-dire la combustion du gaz associé à l'extraction de pétrole et de gaz, a débuté à GTA. Ce torchage est connu pour provoquer des problèmes cardiovasculaires et respiratoires. BP fait actuellement l'objet d'une action en justice pour des cancers et des décès liés au torchage du gaz en Irak.²³ Un nouveau rapport de Greenpeace révèle que BP a omis de déclarer les émissions causées par le torchage sur ses sites irakiens.²⁴

²²<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0025326X24007082#:~:text=low20risk20level.-,Aabstract,than20that20of20other20sources>

²³ <https://www.bbc.com/news/science-environment-68829899>

²⁴https://projects.uneearthed.greenpeace.org/big-oil-iraq/?_ga=2.210055253.1990837924.1733406956-973828137.1733406956

Une étude récente portant sur les impacts sanitaires du torchage du gaz dans le Dakota du Nord, aux États-Unis, a constaté que des personnes vivant à 95 kilomètres de distance peuvent souffrir de détresse respiratoire à cause de cette pratique. L'étude a révélé qu'une augmentation de 1 % du torchage peut entraîner une hausse de 0,73 % des hospitalisations. Entre 2007 et 2015, la région de Bakken, dans le Dakota du Nord, a enregistré une augmentation de 11 000 hospitalisations par rapport à la même période précédant l'étude.²⁵ Saint-Louis, au Sénégal, une ville importante située à proximité du site de GTA, a une densité de population de 3 509 habitants/km². En 2014, la région de Bakken, dans le Dakota du Nord, affichait une densité de population de 2,7 habitants/km². La région de Saint-Louis, au Sénégal, est plus de 1 000 fois plus densément peuplée. Ce chiffre ne tient pas compte des conséquences sanitaires pour les pêcheurs et les travailleurs vivant à proximité immédiate de l'installation de GTA.

Par ailleurs, une étude menée par des chercheurs de l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill a révélé que la pollution due au torchage et à l'évacuation des hydrocarbures engendrait chaque année 7,4 milliards de dollars de dommages sanitaires aux États-Unis.²⁶ Les risques pour la santé publique liés au torchage du gaz sont potentiellement considérables.

Conclusion

L'expansion des activités pétrolières et gazières offshore au Sénégal marque un tournant important pour la politique nationale et la durabilité régionale. Bien que l'exploitation des énergies fossiles ait été présentée comme un moteur de croissance économique, des données récentes montrent que ces projets menacent la santé environnementale, la sécurité hydrique et la stabilité financière du pays à long terme. Le forage en mer révèle également des problèmes structurels plus profonds : un contrôle étranger important, un financement opaque, des risques d'endettement croissants, des dommages environnementaux et une information et une participation insuffisantes des communautés affectées.

La prospérité à long terme du Sénégal reposera sur une gestion durable des ressources qui protège ses eaux et sa population. En alignant sa politique énergétique sur ses engagements climatiques, le Sénégal peut renforcer son rôle de chef de file dans la transition mondiale vers une économie non plus durable des énergies fossiles, mais vers un avenir équitable et où l'eau est une ressource sûre.

²⁵ <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0047272722000032?via3DiHub>

²⁶ <https://www.bu.edu/sph/news/articles/2024/oil-and-gas-flaring-linked-to-7-4-b-in-health-damages/>

Les dirigeants sénégalais ont encore le choix. En rejetant toute nouvelle expansion des énergies fossiles et en investissant plutôt dans les énergies renouvelables, une pêche résiliente et une gouvernance transparente, le pays peut protéger sa ressource la plus précieuse : l'eau. Cette voie offre un avenir durable au Sénégal et peut contribuer à guider l'Afrique de l'Ouest vers une économie océanique juste et saine.

Recommandations

Le Sénégal doit adopter un cadre politique qui replace l'eau, la santé communautaire et les droits humains au cœur des décisions énergétiques. Cela implique :

- Un moratoire sur les nouveaux projets pétroliers et gaziers en mer. Les opérations de forage en mer en cours doivent être interrompues et les projets d'expansion suspendus. Des évaluations environnementales et sociales transparentes, participatives et fondées sur les droits humains doivent être menées conformément aux normes internationales ;
- Un audit national public des contrats et mécanismes de financement existants relatifs aux combustibles fossiles, garantissant la responsabilité budgétaire et la viabilité de la dette ;
- Des investissements dans les infrastructures d'énergies renouvelables et les économies bleues résilientes, notamment la pêche, qui soutiennent l'emploi local et la sécurité alimentaire, ainsi que dans l'énergie solaire, déjà l'option énergétique la moins chère et la plus efficace au Sénégal ;
- Un renforcement de la consultation et de la participation du public, incluant la publication des études d'impact, des plans d'intervention d'urgence et des possibilités d'engagement communautaire ;
- Une couverture d'assurance adéquate et une transparence totale, incluant la publication de tous les certificats d'assurance et un audit visant à garantir que la couverture d'assurance protège efficacement les communautés contre les risques potentiels.